

# LA SCIENCE POLITIQUE DANS LA RECHERCHE ET L'ENSEIGNEMENT

CHARLES MORAZÉ

**L**ES Universités Brésiliennes disposent, dans le cycle de leur enseignement supérieur, de chaires de politique : institution probablement unique dans le monde, et qui pose un problème d'enseignement comme de recherche. Est-il logique de créer un enseignement de politique ? Peut-on légitimement orienter les laboratoires de recherche sur ce sujet ?

C'est probablement là une question à laquelle, en Europe, il y a un demi-siècle, on aurait hésité à répondre de manière affirmative. Il me semble qu'aujourd'hui, l'évolution des sciences humaines soit telle que la possibilité d'une science politique, en tant que telle, ne puisse plus être repoussée, doive au contraire être considérée comme un de ces problèmes auxquels il importe d'apporter rapidement une solution. Nous voudrions ici envisager rapidement les divers problèmes relatifs à cette nouvelle discipline, examiner quelle en est la portée et quelles conclusions pratiques on en peut tirer.

En réalité, les ancêtres de l'enseignement appelé "politique", tout spécialement les Grecs, entendaient par là ce que nous entendons par "Sciences de l'homme", en général. Les "Politiques" de l'Antiquité sont pour nous des sources d'histoire, d'économie, de droit, de géographie humaine et de sociologie.

La politique ainsi entendue est donc mère de tout un groupe de disciplines que se sont peu à peu détachées d'elles. Mais précisément, tant de disciplines détachées de la vieille politique, ont-elles laissé quelque chose qui puisse s'appeler "politique" et corresponde à une étude typique, à un enseignement valable ?

La tradition des Politiques, reprise de l'Antiquité à l'époque de la Renaissance, a retrouvé son épanouissement, nous semble-t-il, au dix-septième siècle, mais à cette époque, lorsque HOBBS écrit le "Leviathan", ou lorsque BOSSUET écrit sa "Politique tirée des propres paroles de l'Écriture Sainte", il ne semble pas que, ni dans l'esprit des auteurs, ni dans celui des lecteurs, il s'agisse là, à proprement parler, d'une discipline originale, mais simplement d'une morale.

Disons plus précisément d'une application de la morale aux faits de gouvernement.

Certes, encore faudrait-il distinguer entre la position d'un Bossuet, par exemple, pour qui le dogme et l'essentiel des devoirs moraux sont donnés par l'Eglise Catholique Romaine, et les auteurs anglais, qui se sont détachés de la vieille orthodoxie religieuse et ont puisé dans la Réforme le droit d'innover, du moins dans quelques détails du dogme et de raisonner sur les commandements de la morale, avec plus de liberté que même les Jésuites ne s'en accordaient dans les plus libres de leurs traités. Dans la mesure où la politique ainsi conçue peut aboutir à la création de systèmes moraux, elle constituait alors sans doute une des bases de la future sociologie.

Mais lorsqu'on envisage ces grandes politiques de l'époque classique de l'Europe, il faut faire encore une autre différence. Bossuet, (ainsi d'ailleurs que Fénelon) écrivait pour une petite Société où les hommes sont, dès leur naissance, appelés à participer activement au Gouvernement. Ainsi, pour leurs lecteurs, les traités de politique n'ont pas à faire de différence entre la morale tout court et la morale appliquée aux faits de gouvernement. Leurs écrits sont destinés à une classe d'élite dans laquelle cette distinction n'a pas de sens. Et donc, pour les auteurs d'ancien régime, fidèles à la traditions aristocratique, la politique ne se distingue pas de la morale.

C'est avec l'ascension de la classe bourgeoise, écrivons plutôt de la classe industrielle en Angleterre, d'abord, et puis en France, que la politique s'est séparée peu à peu de la morale. Reportons-nous dans ce début du 18e. siècle où Hollandais, puis Anglais, bouleversaient les fondements même de la morale en étudiant les conditions dans lesquelles toutes les activités humaines se rattachaient à l'équipement économique lorsque Mandeville avait le premier fait l'éloge du luxe, de la dissipation, comme facteurs essentiels du progrès technique, il retire à la morale tout son caractère sacré et interdit, par conséquent, à la politique d'être une morale ou de déduire des théories morales appliquées au gouvernement. Il donne à la politique la chance de devenir une science indépendante.

A parcourir les journaux anglais du 18e. siècle, avec toute la variété des tons qu'on trouve, soit dans les défenseurs de l'opinion publique, on est frappé de voir à quel point se constitue un état d'esprit qui fait de la politique la base même de toute réflexion philosophique, sa raison d'être.

En dépit de toutes ses erreurs, que Voltaire relève avec une impertinence sans indulgence, Montesquieu est sans doute celui qui a le plus osé: montrant que toute la conduite humaine peut se rattacher à des lois naturelles observables, vérifiables. Et par un singulier paradoxe, ce siècle qui devait créer les sciences physiques, s'est ouvert par la plus audacieuse tentative pour créer des sciences de la conduite humaine.

Ainsi, en peu d'années, grâce au renversement des positions morales du 17.<sup>e</sup> ou 18.<sup>e</sup> siècle, la politique avait cessé d'être un catéchisme pour redevenir la source de toute réflexion scientifique sur l'homme. Elle avait une telle avance sur toutes les autres disciplines : physique, chimie et même biologie ou plutôt comme on disait histoire naturelle qu'on a pu penser, comme le croyait d'ailleurs bon nombre d'écrivains de l'Antiquité, que de toutes les sciences, elle serait la première à se constituer.

Or, la science politique, se dilue, pour ainsi dire, très rapidement dans les années suivantes et vers le milieu du 19.<sup>e</sup> siècle, il n'est plus personne pour affirmer qu'elle puisse exister en tant que telle.

Le souci de découvrir des règles exactes dans la conduite humaine s'est en effet attaché à des objets de plus en plus dispersés. En vain, au début du 19.<sup>e</sup> siècle, quelques éclectiques comme Victor Cousin, ou toute cette école philosophique allemande dont Hegel sera le plus puissant représentant, s'efforcent de maintenir l'unité dans les sciences humaines : un énorme travail de fractionnement s'est sourdement accompli, le mot "politique" perd son sens substantif et on n'osera plus l'employer que comme adjectif.

On parlera de morale politique, d'histoire politique, d'économie politique, de géographie politique : d'où vient cette peur de la politique, considérée comme science unique et fondamentale pour la connaissance de l'homme ? Peut-être des excès même qui ont accompagné le souvenir des événements révolutionnaires français. Personne de plus attachés à la croyance dans des systèmes, que ces puissants meneurs de foule, qui n'ont pourtant abouti qu'à des constructions éphémères, trop libérables à la Roland, trop despotiques, à la Robespierre.

Et Bonaparte, protestant contre les idéologues, auxquels il interdit toute entrée dans les délibérations gouvernementales, rassure les esprits inquiets, en reprenant le cycle des études des Jésuites, en rétablissant la confiance dans la vieille morale, en banissant enfin la politique tant qu'il peut de tout enseignement supérieur ou secondaire.

Même ces succédanées d'une politique unique que sont l'histoire ou l'économie politique, ou la géographie politique, sont considérés avec inquiétude par les Gouvernements en place pendant encore 3/4 de siècle. En Allemagne, en Italie, comme en France, les enseignements de cette nature sont soumis à toutes sortes de vicissitudes, et ainsi, peu à peu, ils se réfugient dans un souci du détail qui les écarte de plus en plus d'une vision d'ensemble des phénomènes humains, et s'accrochent avec une fermeté désespérée à l'érudition.

La victoire de l'érudition s'appuyant sur l'achéologie et la linguistique a été totale avec la victoire politique de l'Allemagne. Dans ce pays, en effet, l'échec des idéologies de 1848 a rappelé, 50 ans après, l'échec des politiques français de 1793. Dans ces conditions, toute la science allemande s'est attachée à la fabrication de dictionnaires, et si, en France, Renan se plait à abandonner de temps à autre ses études hébraïques pour dialoguer avec lui-même sur l'avenir de la science et les sociétés nouvelles, c'est pour reconnaître après la défaite de son pays, en 1870, que l'érudition allemande a raison.

Parler alors de la politique comme d'une science, c'est, dans l'Europe de la fin du 19<sup>e</sup>. siècle, j'entends dans les classes éclairées, risquer le ridicule, au moins être suspect. On ne croit plus dans la possibilité d'une politique systématique qu'une nouvelle classe d'idéologues, qui ont retrouvé à travers Karl Marx et Hegel la vieille foi du 18<sup>e</sup> siècle, et qui s'attachent de toutes leurs forces, comme Jaurès, à la construction du socialisme.

Et précisément dans la mesure où la nouvelle idéologie parle de règles de gouvernement, essaie de devenir un état idéal, introduit en histoire des lois, démont des mécanismes de l'économie politique pour y trouver des forces fondamentales, elle est suspecte à la vieille société libérale, aux classes riches, en fonction, qui trouvent leur raison d'être et de gouverner dans ce fait qu'il n'y a pas de loi historique et qu'il n'y a pas d'autre règle économique que de permettre à chacun de tenter sa chance dans la plus grande liberté.

Le rétrécissement des disciplines historiques, de plus ou plus plongées, après Mommsen et Fustel de Coulanges, dans la recherche indéfinie du détail, laisse pourtant une telle place aux recherches d'ensemble et à l'inquiétude de quelques esprits, que l'enseignement et la recherche donnent naissance à de nouvelles sciences humaines : c'est alors vraiment que se constituent la psychologie et la sociologie, qui pendant 25 ans, se croiront indépendantes, avant de se trouver peu à peu réunies dans la vision de Charles Blondel ou les réalisations pratiques des grandes enquêtes américaines.

Or, vers le même temps, grâce aux efforts belges, la statistique théorique avait déterminé les grands progrès de l'investigation de l'Etat dans la vie privée des citoyens. De même, les complications croissantes des règles du jeu du libéralisme économique, donnaient un formidable essor à l'étude du droit, la succession des tentatives constitutionnelles ouvrant de larges possibilités au droit public, l'établissement d'une conscience politique européenne développant le droit comparé.

Ainsi, après des vicissitudes qui durèrent plus d'un siècle et pour avoir été trop brusquement bannie au début du 19<sup>e</sup> siècle, la politi-

que, la vieille politique, réapparaît, mais dispersée dans une série de disciplines nouvelles.

Par un curieux paradoxe, ainsi utilisée, la préoccupation politique a plutôt gêné ces disciplines nouvelles, qu'elle ne les a aidées. Tant que l'histoire, par exemple, est restée une histoire politique, elle s'est interdit la compréhension des variations d'ensemble, s'est interdit l'explication des évolutions temporelles, la mesure des rythmes collectifs. Sous le nom traditionnel d'économie politique, les économistes de la vieille école ne se sont attachés qu'à des phénomènes superficiels, eux aussi ont négligé la part de la psychologie des évolutions temporelles.

Le droit constitutionnel, coupé de ses bases sociales, a été incapable de trouver des solutions durables aux problèmes les plus vitaux de l'Europe, notamment aux problèmes des relations internationales.

Et même la sociologie, dans la mesure où elle a voulu s'abstraire par un mouvement de l'esprit inverse des précédents, des contingences politiques, par un excès de prudence, n'a pas joué le rôle qui lui aurait pourtant été dévolu et que Auguste Comte avait défini, d'assurer, d'accord avec la psychologie, le lien entre toutes les disciplines qui étudient l'homme.

Or, aujourd'hui, dans toutes ces disciplines nées de l'Antique Politique, se retrouve un souci commun : de rechercher des explications d'ensemble par des études qui se placent aux frontières de chacune d'elles.

D'abord, l'histoire se rapproche de la morale par l'histoire des idées, avant de se rapprocher de l'économie politique par l'histoire économique. La place de l'enseignement historique dans les disciplines juridiques va en s'accroissant sans cesse. Cependant que la vieille géographie cesse d'énumérer des noms pour s'attacher à mesurer les rapports de l'homme avec le sol et enfin, peu à peu, à rattacher l'ensemble des recherches humaines aux recherches physiques, par l'intermédiaire de la biologie.

Quand ils ont cette attitude, historiens, économistes, juristes, géographes, etc... reconnaissent implicitement les vertus de la politique, en tant que discipline unique; du moins, de la politique au sens que lui donnaient les penseurs antiques.

Est-ce à dire qu'aujourd'hui, l'heure est venue de reprendre les ambitions de cette politique et de regrouper sous son nom toutes les sciences de l'homme?

On ne peut nier que les diverses disciplines fractionnées qui sont nées de la vieille politique, si elles se sont révélées chacune dans son

domaine, impuissantes à trouver des lois aussi solides que celles découvertes par les sciences de la nature, ont pourtant acquis dans l'enseignement et dans la recherche une constance telle qu'il serait vain de vouloir leur retirer leur autonomie en vue d'un remembrement général.

Ainsi, la division actuelle durera encore probablement de longues années. Que ce soit pourtant pour nous une occasion de dire ici que les arguments savants, tirés pour justifier cette division, de l'exemple des sciences de la nature, où la spécialisation a fait merveille, ne sont pas valables.

Ce qui est frappant, en effet, dans l'histoire des sciences physiques, c'est qu'elles ont commencé de trouver leurs méthodes de travail dans des comparaisons de leurs résultats, de théories générales en théories générales, on aperçoit mieux l'unité des phénomènes naturels.

Mais ce qu'il faut dire aussi, c'est qu'une unification des disciplines humaines paraît aujourd'hui difficilement réalisable et dans ce cas, quel sera le sort d'un enseignement ou d'une recherche de politique?

Il s'agit là de deux questions distinctes qu'il vaut mieux traiter séparément. En effet, le problème de la Politique considérée comme culture, se résoud aisément.

L'enseignement de la politique doit être une occasion, pour tout élève formé dans une spécialité, d'acquérir les notions indispensables de ce qui se passe dans les autres. L'économiste, grâce à la politique, apprendra les liens entre l'économie et la société, entre la société et le pouvoir, et l'évolution des formes constitutionnelles lui permettra de dater clairement les variations de ses propres secteurs économiques.

Si l'histoire générale, conçue à la fois comme économique et sociale, réalise une synthèse égale à celle de la politique, l'histoire politique traditionnelle telle qu'on la conçoit encore dans la plupart des facultés sera heureusement complétée, dans les études de politique générale, par des aperçus sur le droit privé, les règles fondamentales d'évolution des secteurs sociaux.

Il n'est pas jusqu'à la géographie qui puisse, grâce à cet enseignement de politique, arriver à élever le niveau de vision des phénomènes humains au-dessus du contact direct de l'homme avec son sol et mener à une explication des grands courants d'hommes et de marchandises qui sillonnent le globe, en fonction de l'évolution structurale de l'humanité.

Ainsi, comme enseignement, la politique pourrait être une sorte de complément de tout enseignement spécialisé, réservé à un petit

nombre en attendant que chacune des disciplines des sciences humaines ait achevé une évolution qui assure d'une manière plus large la stabilité qu'on leur verra sans doute dans une cinquantaine d'années.

La politique ainsi conçue tiendrait la place qu'on donne généralement à la philosophie, avantageusement, semble-t-il, en ce qu'elle rattache plus directement l'effort de réflexion au déroulement concret des événements humains.

Mais si elle peut se justifier comme enseignement, et comme un enseignement d'élite, la politique pourtant ne trouvera de véritable stabilité que lorsqu'elle se sera justifiée comme discipline de recherche. Il est sans avenir, l'enseignement qui ne peut s'approvisionner lui-même dans une recherche propre. La persuasion, qui est le propre de l'éducation, ne vient que de ses contacts directs avec la vérité jaillissante que l'on trouve dans la seule recherche. Elle n'accompagne pas longtemps les rapprochements superficiels faits par l'intermédiaire de lectures de travaux de seconde main.

Or, si l'on en vient à examiner les chances de la politique comme discipline de recherche, on se heurte aussitôt à deux graves difficultés. La première est qu'il n'y a pas de méthode propre à la politique; l'investigation, en effet, dans ce domaine, relève tout autant de l'histoire que de la sociologie, du droit, de l'économie, etc... Lire des documents avec l'esprit critique, établir des statistiques selon les méthodes les plus perfectionnées, évaluer des textes législatifs et les traditions de jurisprudence, sont autant de devoirs pour le spécialiste de politique.

La deuxième difficulté est que la politique aussi a du mal à définir son objet propre. Dans plusieurs pays, et notamment aux États-Unis, se sont développées des études systématiques des problèmes d'administration, des relations entre employeurs et employés, de l'utilisation du matériel de communication, de l'emploi des machines, dans l'élaboration des renseignements, etc... qui sont en train de constituer une science propre, qui enlève à la politique un grand nombre des sujets qu'elle aurait pu croire légitimement lui être propres.

Examinons donc quelles ont été jusqu'à présent les recherches proprement politiques: dans les pays anglo-saxons, ce qu'on appelle les sciences politiques s'est en réalité divisé très vite entre des études de droit, des études d'histoire des idées, des études de problèmes administratifs, des études de géographie et cette décision extrême a empêché la création d'une discipline proprement politique, à part, ôtant toute chance à une politique propre de se constituer.

Dans les pays Latins, c'est en marge des organismes universitaires officiels que ce sont développées les grandes tentatives de poli-

tique. Brillante, sans doute, est celle de l'Historien Italien Guglielmo Ferrero. En France, André Siegfried a déposé dès 1913 une curieuse étude des partis politiques, montrant les relations entre les aspirations de la mentalité du corps électoral et les données, géographiques concrètes, retrouvant d'une manière inattendue et dans un détail que, certes, il n'avait pas prévu, la pensée de Montesquieu. Après une trentaine d'années d'attente, se travail de sociologie électorale a formé des adeptes. On lui doit, par exemple, l'excellent ouvrage de François Goguel sur les partis politiques de la troisième République.

Or, voici que dans un même sentiment, bien qu'abordant d'une manière neuve des problèmes neufs, la pensée brésilienne nous offre, elle aussi, des études de sociologie électorale, qui combinent très habilement la question de type américain avec la géographie statistique européenne. Il y a là sûrement une magnifique voie de recherches originales qui, sans avoir encore sa propre méthode, a déjà son but, qu'aucune autre discipline ne peut lui disputer.

Certes, dans ce domaine de la recherche, la politique a des intentions infiniment modestes, si on les compare aux vastes horizons que tâchait d'embrasser Aristote. Mais elles sont d'une extraordinaire efficacité et peuvent être pour l'ensemble des sciences humaines une occasion d'un renouvellement complet.

Etudier en détail cette nouvelle question dépasse le cadre de ce modeste article. Nous voudrions seulement attirer l'attention sur le phénomène suivant : si l'on considère le cycle des études et les préoccupations de l'opinion publique dans les Etats planifiés qui groupent leurs efforts intellectuels autour de délibérations de l'Académie de Moscou, on ne peut pas ne pas être frappé de la place primordiale qu'y tient la politique, conséquence de la nouvelle morale de ces Etats adaptée dans ces nouvelles sociétés, mais aussi créatrice perpétuelle de nouvelles valeurs.

Comparées à la portée des préoccupations politiques ainsi conçues, les préoccupations politiques de nos Universités ont une toute autre signification. Et pourtant, elles sont la marque qu'au-delà des divergences d'opinion sur la conduite des hommes, se développe une préoccupation commune : l'étude du comportement humain en présence du problème de l'autorité.

Dans nul autre Pays sans doute qu'en Russie, on ne discute plus âprement de politique, bien qu'apparemment, tout choix de politique soit réservé. Dans nos Pays Occidentaux, en dehors de courtes périodes, la discussion politique perd de son âpreté, conséquence de l'individualisme libéral, mais aussi, elle ôte à la recherche politique sa vigueur.

Or, les phénomènes de masses que représente chaque élection doivent rendre plus conséquente l'importance des réactions sur les collectivités des grandes décisions gouvernementales.

Et c'est cette inter-action de l'Etat et de l'ensemble du peuplement qu'il nous convient de mesurer. De telles études aboutiront-elles à des conclusions?

Il n'est pas impossible qu'on puisse, à l'aide de recherches bien menées, mesurer les rapports qu'il y a entre l'évolution constitutionnelle et l'évolution des secteurs économiques, les rapports qu'il y a entre les tensions internationales et les mouvements internationaux de richesses fabriquées.

Etant alors partie d'enquêtes limitées et précises sur les conditions de fonctionnement des mécanismes démocratiques, la politique occidentale devrait se donner pour tâche de dépasser, appuyée sur des bases d'observations précises et méthodiquement scientifiques, les ambitions les plus intelligentes des Etats planifiés, déduites, quoique avec une peur grandissante du pragmatique, de théories acceptées à priori.